

AU 3^e JOUR DES ÉMEUTES, LES AFFRONTEMENTS S'INTENSIFIENT

Oran, ville fermée

Hier mercredi 28 mai 2008, alors que tout semblait calme et rentrer dans l'ordre, même si rares sont les commerces qui avaient ouvert, les Oranais vauquaient à leurs occupations tout en évoquant les événements de la veille, quand soudainement, vers 10h30, un mouvement de panique s'est de nouveau emparé de la ville.

Amel B. - Oran (Le Soir) - Des voitures venant à une folle allure consignant aux passants de rentrer chez eux, ces derniers pris de panique couraient dans tous les sens. De suite, les quelques magasins ouverts ont vite baissé rideau, mais nul ne savait ni ne comprenait d'où venait la menace.

La tension persiste. Après un tour en ville, nous constatons que les « lanceurs » de pierres sont revenus à la charge dans plusieurs quartiers et les brigades anti-émeutes leur bloquaient le passage pour tenter de les canaliser et éviter leur dispersion comme ce fut le cas les deux premiers jours des émeutes. C'est le cas de la place d'Armes, de Saint-Pierre, où des jeunes dissimulaient des bouteilles de vinaigre, ce qui n'aurait rien de bien rassurant. Les banques publiques étaient toutes fermées ainsi que les institutions de l'Etat ; toutes craignaient d'être la cible des casseurs qui en voulaient aux symboles de l'Etat.

Au deuxième jour de l'émeute, la rue oranaise a vécu des moments d'une rare violence qui est montée d'un cran vers 18h notamment au niveau du centre-ville, à la rue Larbi-Ben M'hidi, qui faut-il le signaler avait subi il y a quelques jours le retrait par les autorités locales des fils

électriques pour on ne sait quelle raison, dès lors la rue était plongée dans le noir, un noir qui a surtout profité aux émeutiers rendant difficile l'intervention des services de sécurité.

Cette rue qui donne sur plusieurs chauds quartiers tels que Cavaignac et Saint-Pierre a connu une certaine forme de « solidarité des clans » entre les jeunes de ces quartiers qui d'ordinaire sont des bandes rivales.

Alors que l'annonce faite au JT du 20h de mardi d'un éventuel « championnat à blanc » permettant au MCO d'être maintenu en première division devait calmer les esprits, la nuit a profité aux pilliers qui, constatant le retrait partiel de la police, se sont mis à piller les commerces du centre-ville ainsi que ceux de Choupet, une artère très commerçante.

Dans la soirée de mardi, deuxième jour des émeutes, les scènes auxquelles les citoyens ont assisté, impuissants, face à la colère et au déchaînement d'une rare violence, sont sans précédent. Des feux allumés, des pneus brûlés, des cabines téléphoniques arrachées, des jets de toutes sortes de projectiles... les émeutiers étaient, et pour un bon moment, « les caïds » de la rue. Ce n'est qu'aux environs de 19h30 qu'un renfort important des forces de

sécurité est intervenu pour rétablir l'ordre. Ce ne fut pas une mince affaire puisqu'elles devaient leur courir après dans tous les sens et devaient parfois défoncer les portes des immeubles où certains émeutiers s'étaient réfugiés.

Après l'annonce au 20h de l'ENTV, d'un éventuel championnat à blanc et de l'ouverture d'une enquête sur la gestion des finances du club, les manifestations ont repris de plus belle. Les Hamraoua ont investi de nouveau la rue... La donne semblait pour un bref instant changée et force de l'ordre et émeutiers avaient cessé de s'affronter et les jeunes scandaient des slogans de victoire arrachée, estimaient-ils, grâce à leur révolte : « vive MCO à nous la reconquête de la première division, vive El Hamraoua... ».

A 21h, le calme semblait revenu, seule la désolation et les grandes pertes financières et morales sont restées ancrées dans les esprits. Malheureusement, il ne s'agissait que d'un lurre car quelques minutes plus tard (21h15), on remarque un mouvement suspect de bandes de jeunes munis de barres de fer et de barricades et qui semblaient décidés à aller jusqu'au bout d'une révolte peu commune.

La nuit promettait d'être assez mouvementée, et les pillages faisaient sûrement partie de leur plan. La plupart des propriétaires des commerces ont amené leurs propres vigiles pour veiller sur leurs biens, certains ont même préféré y passer la nuit, car les rôdeurs en moto n'auraient rien de rassu-

rant. Il était clair qu'ils guettaient les commerces au grillage fragile et s'informaient sur le type de marchandises s'y trouvant. D'autres commerçants ont tout simplement vidé leurs magasins jusque tard dans la nuit. L'information s'est vite confirmée puisque l'on saura vers 22h que plusieurs quartiers connus pour leurs magasins de prêt-à-porter ont été pillés notamment à la rue Larbi Ben M'hidi, Khemisti ou encore l'avenue Choupet où les citoyens étaient impuissants face à ces scènes de vandalisme. Leurs appels incessants à la police n'ont pas empêché les pilliers d'agir.

Vers 23h, la lourde tâche est revenue aux éboueurs qui s'affairaient à nettoyer les rues du mieux qu'ils pouvaient car ce n'était pas si évident d'y parvenir tant les dégâts, les débris et autres débris de la casse étaient éparpillés partout.

Au lendemain des affrontements d'hier, Oran s'est réveillée dans un piteux état. Alors que les citoyens pensaient que les choses étaient rentrées dans l'ordre, dans la matinée, la rumeur d'une nouvelle émeute sans précédent circulait et la rue a de nouveau été désertée et les commerces fermés.

Les ménages ont eu du mal à s'approvisionner et un vendeur de viande nous confie « les habitants ont fait de grandes provisions comme si une guerre allait éclater ! ». Une ménagère nous interpelle pour nous dire qu'« au lieu de piller, qu'ils parlent de la cherté de la vie nous n'en pouvons plus ! » une autre nous dira que « les boulange-

ries sont toutes fermées, on dit qu'il n'y a plus de farine mais que se passe-t-il, Oran est livrée à un triste sort ! ». Une remarque qui a été faite par plusieurs citoyens qui estimaient que la présence policière n'était pas aussi importante face à l'insécurité et à l'anarchie qui profitait aux émeutiers. « Pourquoi n'ont-ils toujours pas fait appel à des renforts plus importants ? Qu'est-ce qu'ils attendent ? On ne se sent pas en sécurité ! »

A midi, une ambiance très tendue était perceptible et les affrontements ont repris entre les forces de l'ordre et les émeutiers, qui étaient de plus en plus nombreux au niveau du quartier de Saint-Pierre et de la rue d'Arzew (rue Ben M'hidi) où des renforts importants de police ont commencé à affluer au niveau de ces quartiers et se sont déployés dans les ruelles pourchassant les émeutiers et effectuant des arrestations. D'épais nuages de bombes lacrymogènes obscurcissent le ciel et seul le recours au vinaigre, pouvait apaiser l'effet de ce gaz. Jusqu'aux environs de 16h, le déploiement des services de sécurité était maintenu et les émeutiers tentaient de revenir à la charge avec des jets de pierres et des insultes.

La tension a atteint un degré de non-retour qui fait craindre le pire.

Des renforts de police quadrillent le centre-ville

Vers 17h, le redéploiement des forces de sécurité et les multiples arrestations commencent à restaurer le

calme même si certains tentaient toujours de revenir à la charge.

La situation n'était pas totalement maîtrisée puisqu'à chaque fois que les forces de sécurité quittaient les lieux, les émeutiers se regroupaient de nouveau et allumaient le feu tout en lançant des projectiles.

Ainsi, la police est restée en position au niveau des quartiers chauds pour empêcher le retour de la violence. Ailleurs, nous apprenons que le calme est revenu même si des attroupements étaient toujours signalés.

Au niveau du commissariat central, un autre attroupement a été signalé, mais il s'agissait des familles des jeunes arrêtés, venues s'enquérir du sort réservé à leurs enfants, mais leurs tentatives se sont avérées vaines. Concernant le nombre des arrestations, aucune information ne nous a été communiquée même si de toute évidence, le nombre a dû augmenter en ce troisième jour d'émeute.

Vers 17h30, même si une certaine accalmie s'était installée depuis l'arrivée des renforts, les commerçants n'ont pas voulu prendre le risque de rouvrir leurs magasins, une attitude qui sera, nous dit-on, maintenue jusqu'à samedi quand la situation sera plus calme et surtout plus stable.

Toutefois, les Oranais espèrent que le marché des fruits et légumes ainsi que les boulangeries seront ouvertes, faute de quoi, ils auront du mal à s'approvisionner. Tous souhaitent le retour au calme et l'apaisement.

A. B.

ELLE TOUCHE DE PLUS EN PLUS DE RÉGIONS L'émeute comme ultime recours

Il ne se passe plus un mois sans qu'une émeute n'éclate. La colère monte dans plusieurs régions. Les manifestations violentes deviennent l'ultime recours pour exprimer colère et frustration. Face à des autorités locales qui font la sourde oreille, les populations ne trouvent plus d'autres moyens que de tout saccager pour attirer l'attention sur leur vécu. Le pouvoir central, incapable de trouver une parade, se contente de jeter l'anathème sur « certains » partis politiques ou mieux encore sur cette satanée main manipulatrice de l'étranger.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La réalité est pourtant implacable : la rue gronde. Après El Hadjar (Annaba) en janvier, Gdyl (Oran) et Chlef en avril, c'est Berriane puis Oran qui se sont embrasés. Les causes sont différentes mais le ras-le-bol est le même. A Annaba, plus précisément dans la daïra d'El Hadjar, de jeunes chômeurs ont bloqué tous les accès menant au complexe d'Arcelor Mittal afin de réclamer du travail.

La manifestation qui a vite tourné à l'émeute a nécessité l'intervention des forces anti-émeutes. Huit jeunes ont été interpellés. Ils ont fait l'objet d'une citation directe et ont comparu à la barre des accusés

pour répondre d'« attroupements non autorisés et troubles à l'ordre public ». Le 15 avril dernier s'était au tour de Gdyl, petite commune de la wilaya d'Oran de se révolter. A l'origine de la colère des jeunes, la contestation de la liste des bénéficiaires des fameux 100 locaux commerciaux. Les échauffourées qui avaient éclaté ont duré deux jours et se sont soldées par d'énormes dégâts matériels : le siège du tribunal, deux bureaux de poste, le siège de la Cnas ont en effet été saccagés. Le 28 avril, Chlef a rejoint la liste des villes contestataires. Les violentes manifestations se sont soldées par l'arrestation de plusieurs dizaines de jeunes.

A l'origine de ces événements, l'annulation de l'aide financière accordée aux victimes du séisme de 1980 dans le cadre de la loi de finances 2007. En effet, l'article 99 de cette loi accordait aux sinistrés une aide de 1 million de dinars et 1 million de dinars supplémentaires sous forme de crédit avec des taux d'intérêt bonifiés ne dépassant pas 2%. Les émeutes qui avaient jusque-là épargné le sud du pays, ont fini par s'y propager. Berriane a été secouée à quelques semaines d'intervalle par des manifestations d'une rare violence.

Une altercation entre jeunes s'est, en effet, transformée en de violentes émeutes. Les deux communautés composant Berriane se sont affrontées, causant le décès d'au moins deux personnes. Il ne s'agit-là que d'émeutes qui surviennent dans de grandes agglomérations, ce qui permet à l'information de circuler. Régulièrement, un vent de protestation souffle sur de petites bourgades sans que cela soit connu du grand public. Il n'est pas rare que des citoyens courent la route, investissent le siège de la commune ou brûlent des édifices pour

crier leur colère. Côté officiel, la réaction est toujours la même. La thèse de la manipulation est toujours privilégiée.

Pas plus tard qu'hier, le ministre de l'Intérieur déclarait à partir de Chlef : « Nous avons, ici, la preuve que ces mouvements de violence et de saccheggio qu'à connus la ville de Berriane ont été provoqués. Nous n'excluons pas la manipulation ». Zerhouni a ajouté qu'« il y a eu inculpation de 4 personnes, dont deux demeurent en fuite, et la saisie de 6 ordinateurs, dans lesquels il y avait des tracts faits au nom de la communauté mozabite et d'autres au nom de la communauté dite arabe. Ces tracts incitaient à la violence, à l'exclusion de l'autre et au nettoyage ethnique ». Une réaction « classique » assortie d'instructions données aux forces de l'ordre d'éviter au maximum les affrontements avec les émeutiers, et à la justice d'être clément avec ceux arrêtés pour troubles à l'ordre public. Une antidote à l'émeute qui n'arrive manifestement pas à contenir la colère qui gagne de plus en plus de régions.

N. I.

OULD KABLIA À PROPOS DE LA RECRUESCENCE DES ÉMEUTES :

« Nous ne savons pas ce qui se passe »

Le ministre délégué aux Collectivités locales a avoué, hier, son incapacité à expliquer la recrudescence des émeutes. « Nous sommes loin de la rue, nous ne savons pas ce qui se passe », a affirmé à la presse Daho Ould Kablia en marge de la séance plénière du Conseil de la nation. S'adressant aux journalistes, il a ajouté : « Vous êtes plus proches que nous de la rue ». Le ministre délégué a souligné que les autorités s'attellent « à éteindre le feu ».

ÉVÉNEMENTS DE BERRIANE

Les députés RCD constituent une commission d'enquête parlementaire

Le groupe parlementaire du Rassemblement pour la culture et la démocratie a déposé, hier, auprès du bureau de l'APN, un projet de constitution de commission d'enquête sur les événements de Berriane.

Le RCD a réussi à obtenir la signature de 36 députés de plusieurs tendances politiques. Notons que cette initiative se veut officielle contrairement au récent déplacement à Berriane d'un groupe de parlementaires de l'Alliance présidentielle.

T. H.